

print

## L'agression de l'OTAN contre la Russie et le risque de guerre en Europe

De [Chris Marsden](#) et [Julie Hyland](#)

Global Research, avril 08, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/lagression-de-lotan-contre-la-russie-et-le-risque-de-guerre-en-europe/5377092>

Depuis le coup d'Etat du 22 février à Kiev avec l'aide des oligarques et des fascistes, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont mis en place des mesures visant la Russie qui équivalent à une déclaration de guerre officieuse. En l'espace de seulement six semaines, les puissances de l'OTAN sont passées du soutien à un coup d'Etat, à l'imposition de sanctions contre la Russie, jusqu'au plus important renforcement de leurs capacités militaires en Europe depuis la Guerre froide.

La rapidité de ces changements démontre que le coup d'Etat contre le régime lanoukovitch n'était pas le catalyseur inattendu tel que présenté, mais une provocation organisée dans le but de mettre en œuvre des plans préparés de longue date.

C'est ce qui ressort clairement du sommet de la semaine passée entre les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN. Ces derniers ont élaboré des projets pour étendre l'alliance militaire jusqu'aux frontières de la Russie, y compris d'importantes simulations militaires et un éventuel stationnement de troupes dans les pays voisins.

Washington a exigé qu'un Plan d'action pour l'adhésion [à l'OTAN] soit soumis non seulement à l'Ukraine, mais aussi aux anciennes républiques yougoslaves de la Bosnie, du Monténégro et de Macédoine, ainsi qu'à l'ancienne république russe de Géorgie.

En 2008, au moment de la guerre de cinq jours entre la Russie et la Géorgie, le président George W. Bush fut contraint, en grande partie en raison de l'opposition de la France et de l'Allemagne, de renoncer à des projets prévoyant l'admission de la Géorgie à l'OTAN. Les deux puissances européennes craignaient une escalade du conflit entre la Russie et la Géorgie pouvant se transformer en guerre directe avec la Russie.

Cette fois-ci, toutefois, le plan visant à intégrer la Géorgie et l'Ukraine est soutenu par l'Union européenne dans le cadre d'une campagne qui vise à intensifier la confrontation avec Moscou. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a plusieurs fois évoqué l'article 5 du traité du bloc exigeant que tous les Etats membres viennent en aide à un autre Etat membre qui est victime d'une attaque. Compte tenu du caractère viscéralement anti-russe des régimes géorgien et ukrainien, ces derniers ne seront que par trop désireux de fournir un tel prétexte.

Le plan d'adhésion doit être discuté en juillet et il est dans les intentions des Etats-Unis qu'il soit mis en œuvre dès septembre. Des exercices militaires sont prévus ou sont en cours en Lituanie, en Lettonie, en Bulgarie et en Pologne tout comme dans d'autres Etats baltes et au Caucase. Les exercices les plus provocateurs sont ceux dont la conduite a été convenue sur le territoire ukrainien – Rapid Trident et Sea Breeze.

La Pologne a joué un rôle clé dans les projets de l'OTAN après avoir relancé des

propositions antérieures de mettre en place un «bouclier antimissile» de conception américaine et coûtant plusieurs millions de dollars. Le gouvernement a actuellement réclamé le stationnement sur son sol d'un bataillon militaire américain équivalant à 10.000 soldats.

Des discussions sont en cours dans les milieux dirigeants en Finlande et en Suède pour mettre un terme à leur neutralité officielle et pour adhérer à l'OTAN dans ce que Stockholm a qualifié de «doctrine du recentrage» en matière de défense.

Cette campagne d'encerclement militaire est justifiée d'une manière orwellienne par des arguments non fondés et exagérés concernant un renforcement des forces russes à la frontière ukrainienne. Le but de cette propagande est de présenter Moscou comme l'agresseur alors même que le président Barack Obama l'avait écarté comme n'étant qu'une puissance «faible» et seulement «régionale».

Comme dans le cas de l'Irak, de la Libye et de la Syrie, de tels mensonges visent à légitimer un programme permanent de réarmement impérialiste, notamment en Europe.

Le modus vivendi entre l'impérialisme et les oligarchies capitalistes qui était apparu il y a un quart de siècle en Chine et en URSS est en train d'être rapidement réduit à néant. Accablées par la crise, les principales puissances impérialistes ne sont plus prêtes à accepter que la bourgeoisie à Moscou et à Beijing jouissent d'une relative autonomie. Elles exigent un accès direct aux vastes marchés et ressources qui existent à l'intérieur des frontières de la Russie et de la Chine ainsi que la réduction des deux pays à un statut semi-colonial.

La logique inexorable de cette politique irresponsable est la guerre.

A cette fin, Washington demande que les gouvernements d'Europe, et en premier lieu l'Allemagne, montent au créneau. Obama, dans son récent discours prononcé à Bruxelles, a malmené les membres de l'OTAN en déclarant:«Nous devons assumer les coûts du personnel, des armes et de la formation pour que les forces armées de l'OTAN constituent une force crédible et dissuasive... Chacun doit y contribuer.»

Sur les principaux pays européens, seuls le Royaume-Uni et la France satisfont actuellement les exigences de l'OTAN de dépenser 2,0 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) pour leurs forces armées. Depuis 1998, les dépenses militaires ont diminué dans tous les pays européens, celles de l'Allemagne chutant de 50 pour cent. Pour enrayer de telles réductions et permettre un accroissement des dépenses, il faudrait éliminer de vastes secteurs des services publics dans un contexte où l'Europe a déjà connu six années d'austérité.

Le tournant vers le militarisme nécessite une escalade spectaculaire des attaques menées contre les droits démocratiques et sociaux de la classe ouvrière. Il existe une très large opposition contre les projets de guerre de Washington, Berlin, Londres et Paris. Pour imposer davantage de «sacrifices» et contraindre une nouvelle génération à s'enrôler dans les forces armées, l'Etat devra recourir à ses pouvoirs coercitifs.

Le fait que les Etats-Unis et les puissances européennes aient ouvertement embrassé des forces fascistes et d'extrême-droite en Ukraine constitue un sérieux avertissement. Après des décennies durant lesquelles les gouvernements européens ont proclamé que le continent ne connaîtra «plus jamais» le règne de la croix gammée, les forces qui glorifient les complices ukrainiens de Hitler sont cultivées dans le but d'être utilisées contre la classe ouvrière.

Ces développements soulignent le caractère opportun de l'intervention dans les

élections européennes de mai par les Partis de l'Égalité socialiste en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Dans leur manifeste conjoint pour les élections européennes, ils lancent cet avertissement: «Cent ans après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'Europe se trouve une fois de plus au bord de la catastrophe». Les ambitions des puissances impérialistes rivales, poursuit la déclaration, ont conduit à une situation dans laquelle «une petite étincelle suffirait de nouveau – comme l'assassinat de l'archiduc Ferdinand à Sarajevo en 1914 – à transformer un conflit régional en une conflagration mondiale.»

**Chris Marsden et Julie Hyland**

Article original en anglais, WSWS, le 8 avril 2014

Copyright © 2014 Global Research